

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Scandale-d-ecoutes-illegales-en-Colombie-Uribe-nie-toute-implication>

Scandale d'écoutes illégales en Colombie Uribe nie toute implication

- Les Cousins - Colombie -

Date de mise en ligne : lundi 23 février 2009

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Agence France-Presse

Bogota, le 23 février 2009

Le président colombien Alvaro Uribe a démenti lundi avoir donné l'ordre de surveiller la vie privée de parlementaires, magistrats et journalistes, suite à la révélation de dizaines d'écoutes illégales pratiquées par les services de renseignement.

« Je n'ai jamais donné une seule fois l'ordre de surveiller la vie privée des gens », a déclaré le chef de l'Etat colombien dans un communiqué adressé à la radio RCN en soulignant sa loyauté vis-à-vis de ses adversaires politiques.

Les déclarations d'Alvaro Uribe interviennent après la publication samedi par l'hebdomadaire Semana d'une enquête sur des écoutes présumées menées par le Département administratif de sécurité (DAS, service de renseignement), dépendant de la présidence, à l'encontre de membres du gouvernement, de parlementaires et de journalistes réputés opposés au gouvernement ainsi que de magistrats enquêtant sur des scandales politiques.

Alvaro Uribe a affirmé à RCN que les personnes impliquées « appartiennent à un réseau mafieux qui porte atteinte à la démocratie colombienne, à la liberté, au pays et au gouvernement », en soulignant que sa secrétaire personnelle et le secrétaire général de la présidence avaient également été visés par ces écoutes.

Les révélations de Semana ont entraîné l'ouverture d'une enquête judiciaire et des perquisitions dans les locaux du DAS. Le sous-directeur des services de renseignement Jorge Alberto Lagos a en outre présenté sa démission.